

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 909

5 mai 2011

### SOMMAIRE

3P Condor HoldCo S.à r.l. ....	43610	Infigen Energy Finance (Lux) S.à r.l. ....	43630
Acutis Luxembourg S.à r.l. ....	43595	Infigen Energy Germany Holdings S.à r.l. .....	43595
Alutashop.com S.à r.l. ....	43628	Infigen Energy Gesa Holdings S.à r.l. ....	43595
BenLomond Corporation S.à r.l. ....	43594	Infigen Energy Holdings S.à r.l. ....	43596
BenLomond Corporation S.à r.l. ....	43602	Infigen Energy Nor Holdings S.à r.l. ....	43596
Birdy & Co Private S.A. SPF .....	43586	Infigen Energy Vest Holdings S.à r.l. ....	43596
C8 Bazar S.à r.l. ....	43630	Intégral S.A. ....	43601
Efir S.à r.l. ....	43630	Intesa Sanpaolo Immobilière S.A. ....	43601
E-Trans GmbH & Co. KG .....	43590	Inveskar S.A. ....	43632
Global Fund House Management S.à r.l. .....	43589	Investments Solapol S.A. ....	43596
Goodman Rheinberg II Logistics (Lux) S.à r.l. ....	43602	Junior Properties S.A. ....	43632
Groupe Modugno S.A. ....	43590	Lombard Odier Funds II .....	43591
Hecton S.A. ....	43591	Lombard Odier Multiadvisers .....	43599
Hedan S.A. ....	43594	Macquarie Infrastructure and Real Assets S.A. ....	43596
Herald International Participations S.A. .....	43586	Maya House S.A. ....	43599
H.M. Kapteijns Pensioen B.V./S.à r.l. ....	43591	Maya House S.A. SPF .....	43599
Holding Pelizza S.à r.l. ....	43594	Nyma Soparfi .....	43592
HSG .....	43595	Relic S.A. ....	43589
IAB Holding S. à r. l. ....	43628	Taminco International S.à r.l. ....	43620
Imperial Properties S.A. ....	43628	Tommi S.à r.l. ....	43597
IMS Schmiedeprodukte A.G. ....	43629	YG IP S.à r.l. ....	43614

**Herald International Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.B. Gillardin.

R.C.S. Luxembourg B 115.544.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040367/11.

(110045340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Birdy & Co Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 158.872.

## STATUTS

L'an deux mille onze, le huit février.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

"VALON S.A.", une société anonyme, établie et ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63143),

ici représentée par Madame Lucile WERNERT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivré à Luxembourg, le 8 février 2011.

La procuration signée "ne varietur" par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de

"BIRDY & CO PRIVATE S.A. SPF".

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

**Art. 3.** Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (150.000.- EUR) divisé en cent cinquante (150) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel par décision du Conseil d'administration à un million d'euros (1.000.000.- EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles, d'une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) chacune.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 5.** Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au

conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

**Art. 6.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 7.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle se réunit le deuxième mardi du mois de septembre à 11.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 9.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 10.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 11.** La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 30 juin 2011.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2011.

#### *Souscription et Libération*

Toutes les actions ont été souscrites par la société "VALON S.A.", pré-qualifiée.

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille cinq cents euros.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

#### *Deuxième résolution*

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

1.- "LANNAGE S.A.", une société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63130), Madame Marie BOURLOND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, agira en tant que représentant permanent.

2.- "VALON S.A.", une société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63143), Monsieur Guy KETTMANN, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, agira en tant que représentant permanent.

3.- "KOFFOUR S.A.", une société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 86086), Monsieur Guy BAUMANN, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, agira en tant que représentant permanent.

La société "LANNAGE S.A.", prénommée, est nommée Président du Conseil d'Administration.

*Troisième résolution*

Est appelée aux fonctions de commissaire:

"AUDIT TRUST S.A." une société anonyme, avec siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63115).

*Quatrième résolution*

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

*Cinquième résolution*

Le siège social est fixé au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donné à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. WERNERT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 11 février 2011. Relation: EAC/2011/1996. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011023497/175.

(110028230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2011.

**Global Fund House Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.046.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2011.

JTC (Luxembourg) SA

Agent Domiciliaire

Roel Schrijen

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2011040352/14.

(110044893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Relic S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 125.435.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 9 mars 2011, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission d'Alexandre Moyret, avec adresse professionnelle au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, de son mandat d'administrateur catégorie B, avec effet immédiat.

2. Nomination de Richard James, avec adresse professionnelle à Lansdowne House, 57, Berkeley Square, W1J 6ER Londres, Royaume Uni, au mandat d'administrateur de la catégorie B, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 mars 2011.

Référence de publication: 2011040501/17.

(110045430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Groupe Modugno S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3313 Bergem, 130, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040356/10.

(110045584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**E-Trans GmbH & Co. KG, Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-6871 Wecker, 14, Op Huefdréisch.

R.C.S. Luxembourg B 135.705.

Im Jahr zweitausendelf, den siebten Februar.

Vor dem Notar Paul BETTINGEN, mit Amtssitz zu Niederanven.

Sind erschienen:

1° E-Trans GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée), mit Sitz in L6871 Wecker, Op Huefdréisch 14, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 135.633;

hier vertreten durch ihren einzigen Geschäftsführer, Herrn Volker GROSS, Speditionskaufmann, wohnhaft in D-54516 Wittlich, Pleiner Weg 11 (Deutschland), welcher die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig verpflichtet.

2° Elsen Logistics S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée), mit Sitz in L-6871 Wecker, Op Huefdréisch 14, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 11.024;

hier vertreten durch ihren einzigen Geschäftsführer, Herrn Wolfgang GROSS-ELSEN, Speditionskaufmann, wohnhaft in D-54516 WITTLICH, Auf dem Häselberg 3, welcher die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig verpflichtet.

Welche Komparenten, handelnd und vertreten wie erwähnt, den unterzeichneten Notar ersuchten, Folgendes zu beurkunden:

Die Komparenten erklären, in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafter der Kommanditgesellschaft E-Trans GmbH & Co. KG, mit Sitz in L-6776 Grevenmacher, 10, Op der Ahlkërrech, Zone Industrielle Potaschberg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 135.705, gegründet laut Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichnenden Notar am 20. Dezember 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 459 vom 22. Februar 2008, zu handeln.

Die Gesellschafter erklären, eine Hauptversammlung der Gesellschaft abzuhalten und ersuchen den amtierenden Notar, folgende einstimmig gefassten Beschlüsse zu beurkunden:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, den Sitz der Gesellschaft von L6776 Grevenmacher, 10, Op der Ahlkërrech, Zone Industrielle Potaschberg, nach L-6871 Wecker, Op Huefdréisch 14, zu verlegen.

*Zweiter Beschluss*

Infolge der obigen Sitzverlegung, erklären die Gesellschafter, Artikel zwei der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Biver.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des Geschäftsführers innerhalb der gleichen Gemeinde verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.“

Die Kosten und Honorare dieser Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft. Die Kosten werden auf neunhundert Euro (EUR 900,-) abgeschätzt.

*Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, in der Amtsstube des handelnden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung an alle Erschienenen, welche alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben alle die gegenwärtige Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Volker Gross, Wolfgang Gross-Elsen, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 9 février 2011. LAC/2011/6703. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 14. Februar 2011.

Référence de publication: 2011023541/56.

(110028685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2011.

---

**H.M. Kapteijns Pensioen B.V./S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège de direction effectif: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 150.010.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2011040358/10.

(110044907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Lombard Odier Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 106.666.

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration des 29 et 30 septembre 2010*

En date des 29 et 30 septembre 2010, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Stefan ZUMTAUGWALD, avec effet au 30 septembre 2010, en qualité d'Administrateur.

Luxembourg, le 16 mars 2011.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Lombard Odier Funds II*

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2011040430/15.

(110045198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Hecton S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.535.

EXTRAIT

En date du 17 mars 2011, l'actionnaire unique a pris la résolution suivante:

- Monica Tiuba, née le 18 novembre 1978 à Salvador (Brésil) et avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouvel administrateur B de la société avec effet au 10 mars 2011 et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2016.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040360/14.

(110045126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

### **Nyma Soparfi, Société Anonyme.**

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 75, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 92.860.

L'an deux mille dix le vingt-neuf décembre.

Pardevant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Nyma Soparfi, avec siège social à L-4240 Esch-sur-Alzette, 75, rue Emile Mayrisch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 92.860, constituée suivant acte notarié en date du 31 mars 2003, publié au Mémorial C, numéro 489 du 7 mai 2003 et dont les statuts n'ont pas été modifiés.

L'assemblée est ouverte à 14:00 heures sous la présidence de Monsieur Nico Engel, administrateur demeurant à Esch-sur-Alzette,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Albert Goedert, administrateur, demeurant à Beckerich.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marco Bidaine, administrateur, demeurant à Soleuvre.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

#### *Ordre du jour:*

1. Approbation du projet de fusion du 22 Novembre 2010 par absorption de la société Nyma Holding S.A..

2. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 60.000 pour le porter de son montant actuel de EUR 100.000 à EUR 160.000 par l'émission de 600 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100 et libération par apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif au 29 décembre 2010 de la société Nyma Holding S.A. à la Société.

3. Affectation de la différence entre la valeur nette comptable de la société Nyma Holding S.A. et le montant de l'augmentation de capital comme prime de fusion.

4. Attribution aux actionnaires de la société Nyma Holding S.A. des actions nouvelles émises avec jouissance à la date de réalisation définitive de la fusion.

5. Réduction du capital de NYMA Soparfi à concurrence d'un montant de dix mille euros (EUR 10.000.-) suite à l'annulation de cent (100) actions de la NYMA Soparfi initialement détenues par Nyma Holding et transférées par Nyma Holding à Nyma Soparfi suite à la fusion absorption de Nyma Holding par Nyma Soparfi.

6. Modification subséquente de l'article 3 des statuts.

7. Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, relatives aux fusions ont été respectées savoir :

1. Publication du projet de fusion du 22 Novembre 2010 établi par les Conseils d'Administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2592 du 27 Novembre 2010, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Etablissement d'un rapport écrit par les Conseils d'Administration de chacune des sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions.

3. Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents signée par deux administrateurs restera annexée aux présentes.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée approuve le projet de fusion entre la société anonyme Nyma Soparfi (ci-après la "Société") et la société anonyme Nyma Holding S.A. (ci-après la "Société Absorbée"), avec siège social à L-4240 Esch-sur-Alzette, 75, rue Emile Mayrisch, tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les conseils d'administration de la Société et de la Société Absorbée.

Conformément à l'article 266 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, le projet de fusion n'a pas fait l'objet d'un examen du projet commun de fusion par des experts indépendants ni un d'un rapport d'expert sur base de la décision de l'assemblée générale de la Société et de la Société Absorbée de ne pas soumettre à un expert indépendant le projet de fusion entre la Société Absorbée et la Société, ni de requérir à un rapport d'expert.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de soixante mille euros (EUR 60.000,-), pour le porter de son montant actuel de cent mille euros (EUR 100.000,-) à cent-soixante mille euros (EUR 160.000,-), par l'émission de six cents (600) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-). Les actions nouvelles sont libérées par la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société étant précisé que la Société reprend à son compte toutes les opérations réalisées par la Société Absorbée au point de vue comptable à partir du 29 décembre 2010 et qu'elle en supporte tout le passif, ainsi que les frais, impôts et autres charges à résulter de la fusion.

L'ensemble du patrimoine actif et passif est apporté à la Société pour une valeur de un million-six-cent-soixante-mille-cinq-cent-quatre-vingt-seize euros et quarante-six cents (EUR 1.660.596,46) ainsi qu'il résulte d'un état comptable au 30/09/2010.

Une copie dudit état comptable restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide qu'en échange de l'apport par la Société Absorbée de l'ensemble de son patrimoine actif et passif, les six-cents (600) actions nouvellement émises sont attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée proportionnellement à leur participation actuelle dans le capital de la Société Absorbée.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide que la différence entre la valorisation de la Société Absorbée et le montant de l'augmentation de capital de soixante mille euros (EUR 60.000,-) soit un million-six-cent-mille-cinq-cent-quatre-vingt-size euros et quarante-six cent (EUR 1.600.596,46), soit affectée comme prime de fusion inclus dans un poste des capitaux propres.

*Cinquième résolution*

L'assemblée charge le conseil d'administration de la Société de procéder, conformément à l'article 273, alinéa 2, aux formalités de publicité et autres mesures exigées par la loi et d'inscrire dans le registre des actionnaires les actions nouvelles de la Société au nom des actionnaires de la Société Absorbée.

*Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de réduire le capital de la Société à concurrence de dix mille euros (EUR10.000,-) suite à l'annulation de cent (100) actions Nyma Soparfi initialement détenues par Nyma Holding et transmis à Nyma Soparfi dans le cadre de la fusion absorption de Nyma Holding par Nyma Soparfi.

*Septième résolution*

Suite aux résolutions prises ci-dessus, l'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à cent-cinquante mille euros (EUR 150.000) représenté par mille-cinq cents (1.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.»

*Constatation*

L'assemblée constate que les actionnaires de la Société Absorbée ont approuvé la fusion par assemblée générale en date d'aujourd'hui.

Le notaire soussigné, conformément à l'article 271, alinéa 2, de la loi sur les sociétés commerciales, a vérifié et atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Goedert ; Bidaine ; Engel , Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 30 décembre 2010. Relation: EAC/ 2010/ 17057. Reçu: soixante-quinze euros 75,00.-  
€

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011023672/113.

(110027323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2011.

---

**Hedan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.548.

—  
EXTRAIT

En date du 17 mars 2011, l'actionnaire unique a pris la résolution suivante:

- Monica Tiuba, née le 18 novembre 1978 à Salvador (Brésil) et avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouvel administrateur B de la société avec effet au 10 mars 2011 et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2016.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040361/14.

(110045127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**BenLomond Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.235.

—  
*Extrait du procès verbal de la décision de l'associé unique de la Société, prise le 25 février 2011*

- L'associé prend note de la démission, de Mr. Salvatore Cerchione de sa charge de gérant de catégorie A de la Société, ayant effet à compter du 25 février 2011;

- L'associé décide de nommer gérant de catégorie A de la Société, avec effet à compter du 25 février 2011 et pour une durée indéterminée, Mr. Giovanni Caslini, né à Lecco (I) le 28 mai 1976, et ayant son adresse professionnelle au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

La composition du conseil de gérance de la Société est désormais la suivante:

Mr. Giovanni Caslini, gérant de catégorie A;

Mr. Mattia Danese, gérant de catégorie A.

Luxembourg, le 25 février 2011.

*Pour BenLomond Corporation S.à r.l.*

Mattia Danese

*Mandaté à cet effet*

Référence de publication: 2011042926/21.

(110047179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

---

**Holding Pelizza S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 65.842.

—  
EXTRAIT

Le siège social de la société HOLDING PELIZZA S.à.r.l., RCS n° B 65.842 auprès de la société International Corporate Activities S.A., société anonyme à L -1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 16 mars 2011.  
POUR EXTRAIT CONFORME  
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
International Corporate Activities S.A.  
Signature

Référence de publication: 2011040370/14.

(110045522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Acuitis Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 2, rue Alphonse Weicker.  
R.C.S. Luxembourg B 156.155.

—  
*Décision du gérant en date du 15 mars 2011*

Madame Patricia AMISTANI, née le 18 décembre 1971 à Thionville et demeurant actuellement Carreau de la Mine F-54590 HUSSIGNY-GODBRANG (France) est nommée à compter de ce jour, Directeur Technique de la société.

Elle pourra valablement engager la Société par sa seule signature dans le cadre de la gestion journalière, dans la limite de 5000 euros.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme  
ACUITIS LUXEMBOURG S.à.r.l.  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2011040633/17.

(110044737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2011.

---

**HSG, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2272 Howald, 31, rue Edouard Oster.  
R.C.S. Luxembourg B 141.812.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040373/10.

(110045588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Infigen Energy Germany Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 145.788.

—  
Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040376/10.

(110045330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Infigen Energy Gesa Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 145.226.

—  
Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040377/10.

(110045329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Infigen Energy Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 139.594.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040378/10.

(110045331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Investments Solapol S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 76.509.

## EXTRAIT

En date du 17 mars 2011, l'Actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Marjoleine van Oort, en tant qu'administrateur, est acceptée avec effet au 23 février 2011.
- Madame Elisabeth Maas, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouvel administrateur de la société avec effet au 23 février 2011 et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2011.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040396/14.

(110045578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Infigen Energy Nor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 145.225.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040379/10.

(110045328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Infigen Energy Vest Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 120.241.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040380/10.

(110045327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Macquarie Infrastructure and Real Assets S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.  
R.C.S. Luxembourg B 138.295.

Par résolutions signées en date du 4 mars 2011, l'associé unique de la Société a nommé, avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> mars 2011 et ce jusqu'au 31 mars 2014, M. Leigh Harrison, né le 1<sup>er</sup> avril 1976 à Paramatta (Australie), ayant son adresse professionnelle au 1 Martin Place, Sydney NSW 2000, Australie, en tant qu'administrateur de classe B.

Dès lors, le conseil d'administration se compose ainsi:

*Administrateurs de classe A:*

M. Charles Roemers, Président du Conseil d'Administration

Mme Rosa Villalobos

*Administrateurs de classe B:*

M. Mark Vorbach

M. Leigh Harrison

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040438/19.

(110045606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Tommi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3450 Dudelange, 7, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 158.766.

—  
STATUTS

L'an deux mil onze, le quatre février

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Madame Elisabeth BELLOFATTO, employée, née à Hayange (France), le 18 août 1961, demeurant à F-57190 Florange (France), 27, route de Longwy.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite, et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «TOMMI S.à r.l.».

**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Dudelange.

Il pourra être transféré en tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision du ou des associés prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet l'exploitation d'un café brasserie avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec petite restauration.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-6), divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25.-6) chacune.

Toutes les parts ont été souscrites et intégralement libérées en espèces par l'associée unique, Madame Elisabeth BELLOFATTO, employée, demeurant à F-57190 Florange (France), 27, route de Longwy, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 6.** En cas d'associé unique les parts sociales sont librement cessibles et transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort à un non-associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales. En cas de refus d'agrément les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

**Art. 7.** La société est gérée par un ou plusieurs gérants associés ou non, salariés ou à titre gratuit, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

**Art. 8.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 9.** Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

**Art. 10.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 11.** Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

**Art. 12.** Les créanciers personnels, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 13.** L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 14.** Chaque année au 31 décembre, il sera dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

L'associé ou les associés peut/peuvent prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements sera réparti de la façon suivante:

- cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social,
- le solde restant est à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

**Art. 15.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

**Art. 16.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

#### *Mesure transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2011.

#### *Déclaration de la comparante*

L'associée unique déclare en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à 950,-EUR.

#### *Décisions de l'Associée Unique*

Et à l'instant l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, agissant en lieu et place de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège de la société est fixée à L-3450 Dudelange, 7, rue du Commerce.
- 2.- Sont nommés pour une durée indéterminée:
  - gérant technique: Madame Florina Iustina BLEGAN, commerçante, née à Dragasani (Roumanie), le 19 février 1983, demeurant à L-7516 Rollingen, 16A, rue Bellevue.
  - gérant administratif: Madame Elisabeth BELLOFATTO, employée, née à Hayange (France), le 18 août 1961, demeurant à F-57190 Florange (France), 27, route de Longwy.

3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants technique et administratif.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bellofatto, M.Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 février 2011. Relation: LAC/2011/6415. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR EXPÉDITION CONFORME. Délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 9 février 2011.

Martine DECKER.

Référence de publication: 2011022270/111.

(110025965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

**Lombard Odier Multiadvisers, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.457.

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration des 29 et 30 septembre 2010*

En date des 29 et 30 septembre 2010, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Stefan ZUMTAUGWALD, avec effet au 30 septembre 2010, en qualité d'Administrateur.

Luxembourg, le 16 mars 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Lombard Odier Multiadvisers

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2011040431/15.

(110045024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Maya House S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,  
(anc. Maya House S.A.).**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 62.524.

In the year two thousand and ten, on the thirty-first day of December,  
before Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of Maya House S.A., a public company (société anonyme) under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B0062524 (the "Company").

The Meeting was chaired by Hida OZVEREN, with office address at Luxembourg (the "Chairman"). Christel DI MARCO, with office address at Luxembourg, was appointed as secretary of the Meeting. Laetitia VAUCHEZ, with office address at Luxembourg, was appointed as scrutineer (such scrutineer together with the Chairman and the aforementioned secretary, the "Scrutiny Committee").

The Scrutiny Committee having thus been constituted, the Chairman declared and requested the undersigned notary to record that:

I. The shareholders of the Company present or represented and the number of their shares are stated on an attendance list. Such list and powers of attorney, signed *ne varietur* by the members of the Scrutiny Committee and the undersigned notary, are attached to this deed for registration purposes.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Amendment of article 1 of the articles of association.
2. Amendment of article 4 of the articles of association.
3. Amendment of article 5 of the articles of association.

III. As appears from the attendance list, the holders of all one thousand six hundred and sixty-three (1,663) issued and outstanding shares, representing the entire share capital of the Company, are present or represented at this Meeting so that the Meeting is duly convened and can validly decide on all items on the agenda.

*First resolution*

It is resolved to amend and restate article 1 of the articles of association, which shall henceforth read as follows:

The name of the company is Maya House S.A. SPF. The company is both a public company within the meaning of the Law of 10 August 1915 on commercial companies and a family estate management company within the meaning of the Law of 11 May 2007 on the creation of a family estate management company («SPF») and the company is governed by such laws accordingly.

*Second resolution*

It is resolved to amend and restate article 4 of the articles of association, which shall henceforth read as follows:

The sole purpose of the company is the acquisition, holding, management and realisation of financial assets as defined in article 2 of the Law of 11 May 2007 on the creation of a family estate management company («SPF»), with the exclusion of any commercial activity.

*Third resolution*

It is resolved to amend article 5 of the articles of association and to add the following sentence at the end of the second paragraph:

The Company's shares are reserved for investors as defined in article 3 of the Law of 11 May 2007 on the creation of a family estate management company («SPF»).

There being no further business, the Chairman declared the Meeting closed.

The costs, expenditures, remunerations and expenses, in whatever form, borne by the Company by reason of this deed, amount to approximately one thousand euro (€ 1.000,-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, declares that at the request of the persons appearing, this deed is drawn up in English followed by a German translation. In case of any discrepancy between the English and the German version, the English text will prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up in Luxembourg on the day first above stated. After having been read to the persons appearing, this deed was signed by them together with the notary.

**Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:**

Im Jahre zweitausend un zehn, den einunddreißigsten Dezember, vor dem unterzeichneten Notar, Francis Kessler, mit Amtssitz in Esch an der Alzette, Großherzogtum Luxemburg, fand die außerordentliche Generalversammlung (im folgenden die «Versammlung» genannt) der anonyme Gesellschaft nach luxemburgischen Recht Maya House S.A., mit Sitz in L-2163 Luxemburg, 40, avenue Monterey, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B0062524 (im folgenden die «Gesellschaft» genannt).

Als Vorsitzende der Versammlung amtiert Hida OZVEREN, mit Berufsanschrift Luxemburg (im folgenden der «Vorsitzende» genannt). Als Sekretär wird Christel DI MARCO, mit Berufsanschrift Luxemburg, bestellt. Als Stimmzähler wird Laetitia VAUCHEZ, mit Berufsanschrift Luxemburg, bestellt (im folgenden, zusammen mit dem Vorsitzenden und dem vorgenannten Sekretär, das «Büro» genannt).

Nachdem das Büro der Versammlung somit konstituiert ist, gibt der Vorsitzende folgende Erklärungen ab und bittet den unterzeichneten Notar, folgende Feststellungen zu beurkunden:

I. Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre und die Zahl ihrer Aktien sind in eine Anwesenheitsliste eingetragen. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten, welche von den Mitgliedern des Büros sowie dem unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet wurden, werden gegenwärtiger Urkunde beigefügt und mit einregistriert.

II. Dass die Versammlung folgende Tagesordnung hat:

1. Abänderung von Artikel 1 der Satzung.
2. Abänderung von Artikel 4 der Satzung.
3. Abänderung von Artikel 5 der Satzung.

III. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass den Haltern von alle eintausend sechshundert dreiundsechzig (1.663) sich im Umlauf befindenden Aktien, die das gesamte Gesellschaftskapital bilden, anwesend oder in dieser Versammlung vertreten sind und dass infolge die Versammlung ordnungsgemäß zusammengekommen ist und in gültiger Form über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden kann.

*Erster Beschluss*

Es wurde beschlossen Artikel 1 der Satzung zu ändern und neu zu fassen. Dieser lautet künftig wie folgt:

Der Name der Gesellschaft ist Maya House S.A. SPF. Die Gesellschaft ist sowohl eine anonyme Gesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften als auch eine Gesellschaft zur Verwaltung von Familienvermögen im Sinne des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Erschaffung einer Gesellschaft zur Verwaltung von Familienvermögen («SPF») und die Gesellschaft unterliegt solchen Gesetzen.

### Zweiter Beschluss

Es wurde beschlossen Artikel 4 der Satzung zu ändern und neu zu fassen. Dieser lautet künftig wie folgt:

Der Zweck der Gesellschaft ist beschränkt auf den Erwerb, Besitz, Verwaltung und Realisierung von Finanzaktiva im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Erschaffung einer Gesellschaft zur Verwaltung von Familienvermögen («SPF»).

Die Gesellschaft darf keine kommerzielle Aktivität ausüben.

### Dritter Beschluss

Es wurde beschlossen Artikel 5 Absatz 2 der Satzung zu ändern und einen letzten Satz mit folgendem Wortlaut hinzuzufügen:

Die Aktien der Gesellschaft sind für Anlegern im Sinne des Artikels 3 des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Erschaffung einer Gesellschaft zur Verwaltung von Familienvermögen («SPF») reserviert.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, erklärte der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, ist auf eintausend Euro (€ 1.000,-) abgeschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der die deutsche und die englische Sprache versteht und spricht, erklärt, dass auf Antrag des Komparenten gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und deutschen Fassung ist der englische Text maßgebend.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt. Nach Vorlesung der Urkunde an den Komparenten, hat dieser gemeinsam mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Signé: Ozveren, Di Marco, Vauchez, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 5 janvier 2011. Relation: EAC/2011/234. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011021852/106.

(110025874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

---

### **Intégral S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 4.072.

Les comptes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTEGRAL S.A.

Alexis DE BERNARDI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011040381/12.

(110045632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

### **Intesa Sanpaolo Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 55.753.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Intesa Sanpaolo Immobilière S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011040383/12.

(110045066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**BenLomond Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.235.

*Extrait du procès verbal de la décision de l'associé unique de la Société, prise le 8 mars 2011*

- L'associé prend note de la démission, de Mr. Mattia Danese de sa charge de gérant de catégorie A de la Société, ayant effet à compter du 8 mars 2011;

- L'associé décide de nommer gérant de catégorie A de la Société, avec effet à compter du 8 mars 2011 et pour une durée indéterminée, Mr. Gianmaria Lombardo, né à Milan (I) le 9 novembre 1972, et ayant son adresse professionnelle au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

La composition du conseil de gérance de la Société est désormais la suivante:

Mr. Giovanni Caslini, gérant de catégorie A;

Mr. Gianmaria Lombardo, gérant de catégorie A.

Luxembourg, le 8 mars 2011.

*Pour BenLomond Corporation S.à r.l.*

Mattia Danese

*Mandaté à cet effet*

Référence de publication: 2011042927/21.

(110047181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

**Goodman Rheinberg II Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 158.797.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the third day of February.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Goodman Property Opportunities (LUX) S.à r.l., SICAR”, a limited liability company, having its registered office at 8 rue Heine, L-1720 Luxembourg,

here represented by Ms. Lorraine Doyle, employee, with professional address at 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg, by virtue of one proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the party appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”):

**Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form - Corporate Name.**

There is formed a private limited liability company under the name “Goodman Rheinberg II Logistics (Lux) S.à r.l.” which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

**Art. 2. Registered Office.**

The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a

Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

### **Art. 3. Object.**

3.1. The purpose of the company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them. This includes direct or indirect investment in development or commercial utilisation of property and real estate.

3.2. The company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the company or any company belonging to the same group as the company (hereafter referred to as the «Connected Companies» and each as a «Connected Company»).

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same «group» as the company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

it being understood that the company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

3.3. The company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

### **Art. 4. Duration.**

The Company is established for an unlimited duration.

## **Chapter II.- Capital, Shares**

### **Art. 5. Share capital.**

The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The holders of the share(s) are referred to as the "Shareholders" and individually as a "Shareholder".

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

All shares of the Company will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

### **Art. 6. Shares indivisibility.**

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

### **Art. 7. Transfer of Shares.**

In case of a single Shareholder, the Company's Share held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the share(s) held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

## **Chapter III.- Management**

### **Art. 8. Management.**

The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, she/he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter referred to as the "Board of Managers")

The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

**Art. 9. Powers of the sole manager or of the Board of Managers.**

In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

**Art. 10. Representation of the Company.**

Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

**Art. 11. Delegation and Agent of the sole manager or of the Board of Managers.**

The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

**Art. 12. Meeting of the Board of Managers.**

In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by two managers.

Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

**Chapter IV.- General meeting of shareholders****Art. 13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes.**

If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

## Chapter V.- Business year

### Art. 14. Business year.

The Company's financial year starts on the 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

### Art. 15. Distribution Right of Shares.

From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

## Chapter VI.- Liquidation

### Art. 16. Dissolution and Liquidation.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

## Chapter VII.- Applicable Law

### Art. 17. Applicable law.

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provisions*

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2011.

#### *Subscription - Payment*

All the shares of the Company have been subscribed by "Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR", previously named.

The shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand euro.

#### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, The shareholder passed the following resolutions:

1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr Daniel PEETERS, born on 16 April 1968 in Schoten (Belgium), with professional address at 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Mr Dominique PRINCE, born on 29 October 1978 in Malmedy (Belgium), with professional address at 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Mr Paul HUYGHE, born on 1 July 1970 in Eeklo, (Belgium), with professional address at 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Mr Daniel PEETERS is appointed Chairman of the Board of Managers.

2) The Company shall have its registered office at 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the party appearing, he signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Texts:**

Im Jahr zweitausendelf, am dritten Februar.

Vor der unterzeichnenden Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg.

#### **ERSCHIENENEN:**

„Goodman Property Opportunities (Lux) S.à r.l., SICAR“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz 8, rue Heine, L1720 Luxemburg,

hier vertreten durch Frau Lorraine Doyle, Angestellte, mit Geschäftsadresse 8, rue Heine, L-1720 Luxemburg, aufgrund einer ihr erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Vorgenannte Vollmacht, die von der Bevollmächtigten der erschienenen Partei sowie dem unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet wurde, verbleibt als Anlage bei der vorliegenden Urkunde und wird mit derselben bei den Registrierungsbehörden eingereicht.

Die wie oben bezeichnet vertretene erschienene Partei hat den unterzeichneten Notar beauftragt, die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) notariell zu beurkunden:

### **Kapitel I.- Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer**

#### **Art. 1. Form - Name der Gesellschaft.**

Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen „Goodman Rheinberg II Logistics (Lux) S.à r.l.“ errichtet, welche den Gesetzen, die für ein solches Unternehmen (im Folgenden die „Gesellschaft“) gelten, und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (im Folgenden das „Gesetz“) sowie der vorliegenden Satzung (im Folgenden die „Satzung“) unterliegt.

#### **Art. 2. Sitz der Gesellschaft.**

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, (Großherzogtum Luxemburg).

Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen für Satzungsänderungen an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Es kann jedoch der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat der Gesellschaft den Gesellschaftssitz innerhalb von Luxemburg-Stadt verlegen.

Sollte eine militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Situation entstehen oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz beeinträchtigen würde, so kann der Sitz der Gesellschaft zeitweilig und bis zur Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Staatszugehörigkeit dieser Gesellschaft, die ungeachtet dieser zeitweiligen Verlegung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Der Beschluss hinsichtlich einer Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Ausland wird durch den Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft getroffen.

Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

#### **Art. 3. Gegenstand.**

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen in jedweder Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Wertpapieren, Rechten und Vermögenswerten durch Beteiligung, Einlage, Festübernahme oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonstige Weise und insbesondere der Erwerb von Patenten und Lizenzen und ihre Verwaltung und Entwicklung. Dies beinhaltet ebenfalls die direkte oder indirekte Anlage in die Entwicklung oder wirtschaftliche Nutzung von Grundbesitz und Immobilien.

3.2. Die Gesellschaft darf ebenfalls die folgenden Geschäfte ausführen:

- die Aufnahme von Darlehen oder Krediten in jedweder Form;

- die Leistung bzw. Vergabe von Vorschüssen, Darlehen, Einlagen oder Krediten an ihre Tochtergesellschaften oder sonstige Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte, auch unwesentliche, Beteiligung hält, oder an jedwedes sonstige Unternehmen, das ein direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft ist oder zur selben Gruppe wie die Gesellschaft gehört (im Folgenden die „verbundenen Gesellschaften“ sowie einzeln eine „verbundene Gesellschaft“).

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels gilt ein Unternehmen dann als Teil derselben „Gruppe“ wie die Gesellschaft, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum an der Gesellschaft besitzt, sie kontrolliert oder von ihr oder gemeinsam mit ihr kontrolliert wird, egal ob als wirtschaftlich Berechtigter oder als Verwalter, als Vormund oder als sonstiger Treuhänder. Ein Unternehmen gilt als beherrschendes Unternehmen, wenn es direkt oder indirekt das Eigentum am Stammkapital der Gesellschaft vollständig oder wesentlich besitzt oder die Befugnis hat, die Geschäftsleitung oder Geschäftspolitik des anderen Unternehmens zu führen oder maßgeblich zu beeinflussen, sei es durch das Eigentum stimmberechtigter Wertpapiere, einen Vertrag oder auf sonstige Weise;

- die Stellung von Garantien, Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten, egal ob durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder durch Belastung des gesamten oder eines Teils des Unternehmens, der (aktuellen oder künftigen) Vermögenswerte oder durch alle diese Methoden, zur Erfüllung aller Verträge oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften, sowie jedwede Hilfeleistung an die verbundenen Gesellschaften im Rahmen des luxemburgischen Gesetzes;

Dabei gilt, dass die Gesellschaft keine Geschäfte ausführen darf, die dazu führen würden, dass sie in einem Bereich tätig wäre, der als Bankaktivität zu betrachten wäre.

3.3. Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäfte sowie generell alle Transaktionen ausführen, die zur Erfüllung ihres Zweckes erforderlich sind, sowie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erzielung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen verbunden ist.

**Art. 4. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

## Kapitel II.- Kapital, Anteile

### Art. 5. Gesellschaftskapital.

Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils ein Euro (1,- EUR) aufgeteilt.

Die Inhaber der Anteile werden als „Gesellschafter“ bezeichnet.

Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Agiokonto eingerichtet werden, in welches der auf einen Anteil bezahlte Ausgabeaufschlag eingestellt wird. Der Betrag auf dem genannten Agiokonto steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Alle Anteile der Gesellschaft beinhalten die gleichen Rechte.

Die Gesellschaft darf die eigenen Anteile im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

### Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile.

Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Gemeinsame Miteigentümer müssen eine einzige Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

### Art. 7. Übertragung von Anteilen.

Im Falle eines alleinigen Gesellschafters ist der Gesellschaftsanteil, den der Alleingesellschafter hält, frei übertragbar.

Gibt es mehrere Gesellschafter, sind die Gesellschaftsanteile der einzelnen Gesellschafter gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragbar.

## Kapitel III.- Management

### Art. 8. Geschäftsführung.

Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die durch Beschluss der Gesellschafter bestellt werden. Gibt es nur einen Geschäftsführer, so wird dieser als der „Alleingeschäftsführer“ bezeichnet. Gibt es mehrere Geschäftsführer, bilden sie einen Verwaltungsrat („conseil de gérance“) (im Folgenden der „Verwaltungsrat“).

Die Geschäftsführer brauchen keine Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer können jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abgesetzt werden.

### Art. 9. Befugnisse des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats.

Gegenüber Dritten hat der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat unbeschränkte Vollmacht, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und jegliche Tätigkeiten und Geschäfte durchzuführen und zu genehmigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft in Einklang stehen, sofern die Bedingungen des vorliegenden Artikels erfüllt sind.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegenden Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Alleingeschäftsführers oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, des Verwaltungsrats.

### Art. 10. Vertretung der Gesellschaft.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft im Falle eines Alleingeschäftsführers durch dessen alleinige Unterschrift oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die Unterschrift einer vom Alleingeschäftsführer bzw. den beiden Geschäftsführern hierzu zu ermächtigenden Person verpflichtet.

### **Art. 11. Übertragung von Befugnissen und Vertretung des Alleingeschäftsführers oder des Verwaltungsrats.**

Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat kann für spezifische Aufgaben einem oder mehreren Adhoc-Vertretern Vollmachten erteilen.

Der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat legt die Verantwortlichkeiten und ggf. die Entlohnung eines solchen Vertreters, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere maßgebliche Bedingungen dieser Vertretung fest.

### **Art. 12. Sitzung des Verwaltungsrats.**

Gibt es mehrere Geschäftsführer, so werden die Sitzungen des Verwaltungsrats durch einen (beliebigen) Geschäftsführer einberufen. Der Verwaltungsrat bestimmt einen Vorsitzenden.

Wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Formen und Fristen der Einberufung verzichtet haben, kann der Verwaltungsrat ohne vorherige Einberufung wirksam tagen und Beschlüsse fassen.

Jeder Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder Brief zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestimmen. Ein Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer auch telefonisch zu seinem Stellvertreter bestimmen, wobei dies später schriftlich zu bestätigen ist.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam tagen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Verwaltungsrats gelten mit einfacher Mehrheit als angenommen.

Verwaltungsratssitzungen können per Telefon- oder Videokonferenz abgehalten werden, sofern jeder teilnehmende Geschäftsführer alle anderen teilnehmenden Geschäftsführer hören und von ihnen gehört werden kann, unabhängig davon, ob sie diese Technologie verwenden oder nicht, und dabei gilt jeder teilnehmende Geschäftsführer als anwesend und ist berechtigt, per Video oder Telefon abzustimmen.

Ein schriftlicher Beschluss mit der Unterschrift aller Geschäftsführer ist ebenso zulässig und wirksam, als wäre er bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung angenommen worden. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen oder in mehreren separaten Dokumenten desselben Inhalts mit Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder dokumentiert werden.

Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Auszüge sind von einem Geschäftsführer oder einer von einem Geschäftsführer oder während einer Verwaltungsratssitzung dazu bestimmten Person zu beglaubigen.

## **Kapitel IV.- Gesellschafterversammlung**

### **Art. 13. Befugnisse der Gesellschafterversammlung - Stimmrecht.**

Gibt es nur einen Gesellschafter, so übt der Alleingeschafter sämtliche Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus und hält die Beschlüsse schriftlich fest.

Gibt es mehrere Gesellschafter, kann sich jeder Gesellschafter, unabhängig von der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile, an gemeinsamen Beschlüssen beteiligen. Das Stimmrecht der Gesellschafter steht dabei im Verhältnis zu ihrem Anteilbestand. Alle Anteile beinhalten die gleichen Stimmrechte.

Sofern alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, können sie unter Verzicht auf Formen und Fristen der Einberufung ohne vorherige Einberufung wirksam tagen.

Gibt es mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter, sind die Gesellschafterbeschlüsse bei Gesellschafterversammlungen zu fassen, die unter Einhaltung der geltenden gesetzlichen Bestimmungen einzuberufen sind.

Gibt es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter, kann jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse erhalten und seine Stimme schriftlich abgeben.

Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder auf ähnliche Weise) einen Bevollmächtigten bestimmt, der kein Gesellschafter zu sein braucht.

Gemeinsame Beschlüsse gelten nur als wirksam gefasst, wenn die Gesellschafter, die sie annehmen, mehr als der Hälfte des Stammkapitals besitzen. Beschlüsse zur Änderung der Satzung können jedoch nur mit der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter verabschiedet werden, die über mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft verfügen, und gemäß allen sonstigen gesetzlichen Bestimmungen. Der Beschluss zur Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft kann nur einstimmig gefasst werden.

## **Kapitel V.- Geschäftsjahr**

**Art. 14. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Zum Ende des Geschäftsjahres erstellt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat den Jahresabschluss sowie ein Inventar mit Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann am Sitz der Gesellschaft Einsicht in das oben genannte Inventar und die Bilanz nehmen.

### **Art. 15. Ausschüttungsrechte der Anteile.**

Von dem gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen ermittelten Reingewinn werden fünf Prozent der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch, wenn der Betrag der gesetzlichen Rücklage ein Zehntel des Nennkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

Soweit auf Gesellschaftsebene Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind und soweit nach Gesetz und Satzung zulässig, schlägt der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat vor, dass diese Beträge ausgeschüttet werden.

Die Beschlussfassung über die Ausschüttung sowie die Festlegung der Höhe einer solchen erfolgt durch die Gesellschafter gemäß den oben in Artikel 13.7 ausgeführten Bestimmungen.

Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen kann der Alleingeschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Verwaltungsrat beschließen, an die Gesellschafter vor Ende des Geschäftsjahres auf der Grundlage eines Rechenschaftsberichts, aus dem hervorgeht, dass genügend Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind, Zwischendividenden zu zahlen, wobei gilt, dass (i) der auszuschüttende Betrag ggf. die seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne, zuzüglich der Gewinnvorträge und der ausschüttungsfähigen Rücklagen, jedoch abzüglich der Verlustvorträge und der Beträge, die einer gemäß dem Gesetz bzw. der vorliegenden Satzung einzurichtenden Rücklage zuzuweisen sind, nicht übersteigen darf, und dass (ii) Ausschüttungen, die nicht den tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, von den Gesellschaftern zurückzuzahlen sind.

## **Kapitel VI.- Liquidation**

### **Art. 16. Auflösung und Liquidation.**

Die Gesellschaft wird nicht aufgrund des Todes, des Verlusts der bürgerlichen Rechte, der Insolvenz oder des Konkurses des Alleingeschäftsführers oder eines der Gesellschafter aufgelöst.

Die Liquidation der Gesellschaft ist von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen.

Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidator(en) durchgeführt, Gesellschafter oder nicht, der/die von den Gesellschaftern benannt wird/werden und dessen/deren Befugnisse und Entlohnung von den Gesellschaftern festlegt werden.

## **Kapitel VII.- Anzuwendende rechtsvorschriften**

### **Art. 17. Geltendes Recht.**

In allen Angelegenheiten, für welche in der vorliegenden Satzung keine spezifischen Vorkehrungen getroffen wurden, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Datum der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2011.

#### *Zeichnung - Bezahlung*

Alle Anteile der Gesellschaft wurden von der oben genannten „Goodman Property Opportunities (LUX) S.à r.l., SICAR“ gezeichnet.

Die Anteile sind vollständig bezahlt, sodass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) ab sofort zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem Notar nachgewiesen wurde.

#### *Geschätzte Kosten*

Die Kosten, Aufwendungen, Gebühren und Auslagen in jedweder Form, die in Verbindung mit der Gesellschaftsgründung von der Gesellschaft zu tragen sind oder ihr in Rechnung gestellt werden, werden auf etwa tausend Euro geschätzt.

#### *Gesellschafterversammlung*

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft fasste der Gesellschafter die folgenden Beschlüsse:

1) Es werden für eine unbestimmte Dauer zu Geschäftsführern der Gesellschaft bestellt:

- Herr Daniel PEETERS, geboren am 16. April 1968 in Schoten (Belgien), Geschäftsanschrift 8, rue Heine, L-1720 Luxemburg;

- Herr Dominique PRINCE, geboren am 29. Oktober 1978 in Malmédy (Belgien), Geschäftsanschrift 8, rue Heine, L-1720 Luxemburg.

- Herr Paul HUYGHE, geboren am 1. Juli 1970 in Eeklo (Belgien), Geschäftsanschrift 8, rue Heine, L-1720 Luxemburg. Daniel PEETERS wird zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats bestimmt.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich 8, rue Heine, L-1720 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

WORÜBER die vorliegende Urkunde in Luxemburg, am Datum wie eingangs des vorliegenden Dokuments erwähnt, aufgesetzt wurde.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der oben genannten erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde und eine deutsche Version im Anschluss erhält. Auf Wunsch derselben erschienenen Partei und bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung maßgeblich.

Nachdem das Dokument der erschienenen Partei vorgelesen worden war, wurde die vorliegende Urkunde von der erschienenen Partei zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: L. DOYLE, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 8. Februar 2011. Relation: EAC/2011/1811. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2011022408/421.

(110026660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2011.

### **3P Condor HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 158.843.

#### — STATUTEN

Im Jahr zweitausendelf, am neunzehnten Januar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

3P Condor S.C.A., SICAV-FIS, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, mit Gesellschaftssitz in 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, deren Eintragung beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister schwebt, hier vertreten durch Marc-Oliver Scharwath, Rechtsanwalt, geschäftlich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, aufgrund einer am 13. Januar 2011 ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht,

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach Paraphierung ne varietur durch den Vertreter der erschienenen Partei und den beurkundenden Notar, als Anlage beigefügt, um mit der Urkunde hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

#### **A. Zweck - Dauer - Name - Sitz**

**Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Firmennamen 3P Condor HoldCo S.à r.l. (nachstehend die „Gesellschaft“) welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz über Handelsgesellschaften“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuldbzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

## B. Gesellschaftskapital - Anteile

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundertfünfundzwanzig (125) Anteile zu je einhundert Euro (EUR 100,-).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Handelsgesellschaften geändert werden.

**Art. 7.** Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

**Art. 8.** Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter können die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten nur mit Zustimmung der Inhaber von Anteilen, die drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten und im Übereinstimmung mit unter den Voraussetzungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern gesetzlich nichts Gegenteiliges vorgeschrieben ist.

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch Geschäftsunfähigkeit, noch durch Entmündigung, Auflösung, Bankrott oder Zahlungsunfähigkeit einer ihrer Gesellschafter, oder irgendein ähnliches Ereignis betreffend den Alleingesellschafter, aufgelöst.

## C. Geschäftsführung

**Art. 10.** Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihrer Amtszeit festlegt (festlegen). Die Bestellung eines Geschäftsführers kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern widerrufen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet.

**Art. 11.** Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann. Sie kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anders im Einladungsschreiben bestimmt. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden müssen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, Fax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für

Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangegangenen Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Sind alle Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten oder im Falle von schriftlichen Beschlüssen, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein einzelner Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, durch Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der ordnungsgemäßen Beschlussfassung dient.

**Art. 12.** Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

**Art. 13.** Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

**Art. 14.** Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

**Art. 15.** Der Geschäftsführer oder im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von dem oder den Geschäftsführer(n) erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind. Dabei dürfen die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten.

#### **D. Beaufsichtigung der Gesellschaft**

**Art. 16.** Die Geschäfte der Gesellschaft können der Beaufsichtigung durch einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer unterstellt sein, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung kann einen oder mehrere Rechnungsprüfer ernennen und ihre Amtszeit festlegen. Sofern die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss die Hauptversammlung einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer ernennen.

Falls die Gesellschaft zwei der drei in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Gesellschaften bestimmten Kriterien innerhalb des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraumes überschreitet, wird das Amt des satzungsgemäßen Rechnungsprüfers abgeschafft und ein oder mehrere unabhängige Rechnungsprüfer (réviseur d'entreprise) unter den Mitgliedern des Institut des Réviseurs d'Entreprises durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gewählt, welche auch die Anzahl sowie deren Amtszeit festlegen.

#### **E. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter**

**Art. 17.** Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

**Art. 18.** Die Hauptversammlung der Gesellschafter hat die durch Gesetz und diese Satzung verliehenen Befugnisse. Sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt, werden gemeinsame Beschlüsse nur wirksam gefasst, soweit sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, verabschiedet werden.

Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der Einstimmigkeit. Jede andere Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

**Art. 19.** Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes über Handelsgesellschaften verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die

„Hauptversammlung der Gesellschafter“ je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als eine Bezugnahme auf den Alleingesellschafter zu verstehen und die der Hauptversammlung der Gesellschafter verliehenen Befugnisse werden von dem Alleingesellschafter ausgeübt.

#### F. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung Von Gewinnen

**Art. 20.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des Jahres.

**Art. 21.** Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

**Art. 22.** Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

#### G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

**Art. 23.** Auflösung und Liquidation der Gesellschaft

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

#### H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

**Art. 24.** Auf diese Satzung sollen die Gesetze Luxemburgs Anwendung finden, nach welchen sie errichtet und ausgelegt werden soll.

Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung geregelt.

#### Zeichnung und Zahlung der Anteile

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

3P Condor S.C.A., SICAV-FIS, vorbenannt .....	125 Anteile
Gesamt: .....	125 Anteile

Der Ausgabebetrag aller gezeichneten Anteile wurde vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) ab sofort zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

#### Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2011.

#### Kosten

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. tausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

#### Hauptversammlung der Gesellschafter

Der Gesellschafter, das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertretend, hat unmittelbar anschließend an die Gründung der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg.
2. Als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden bestellt:
  - Mathias Giebken, geboren am 11.07.1963 in Ochtrup, beruflich ansässig Auf dem Tripp, D-61267 Neu-Anspach;
  - Wendelin Schmitt, geboren am 14.04.1964 in Saarlouis, beruflich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienen Partei, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienen Partei unterzeichnet worden.

Gezeichnet: M.-O. SCHARWATH und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 janvier 2011. Relation: LAC/2011/4245. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 9. Februar 2011.

Référence de publication: 2011023250/212.

(110027695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

**YG IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 158.763.

—  
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-eighth day of January.

Before Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange.

There appeared:

- YG S.à r.l., with registered office in L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, section B under Number 157986, represented by its two managers:

- Mr. Richard TROJAN, companies director, with professional address at L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet,  
- Mr. Stephen LAWRENCE, companies director, residing at CH-1180 Rolle, 13, Grand-Rue,

here represented by Mr. Richard TROJAN, prenamed by virtue of a power of attorney, given on January, 25<sup>th</sup>, 2011, Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, acting as aforesaid, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited company (société à responsabilité limitée), which it declares to hereby incorporate.

**Art. 1.** There is formed by the present appearing party mentioned above and all persons and entities who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the Law dated 10<sup>th</sup> August, 1915 on commercial companies, as well as by the present articles (hereafter the "Company").

**Art. 2.** The object of the Company is the acquisition, management, development and sale, for its own account, directly or indirectly, of real estate of any nature or origin, whatsoever, located in Luxembourg or any other jurisdiction.

The object of the Company is also to provide audiovisual and other broadcasting services.

The object of the Company is further the acquisition of participations in any form whatsoever, by purchase, exchange or in any other way undertakings and companies either Luxembourg or foreign entities as well as the management, control, and development of these participations. The Company may also carry out the transfer of these participations by means of sale, exchange or otherwise. The Company may further acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

The Company may take any controlling or supervisory measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment of its object; it may also accept any mandate as director in other companies in Luxembourg or foreign, remunerated or not.

The Company may also acquire and develop all patents, trademarks and other intellectual and intangible rights as well as any other rights connected to them or which may complete them.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuations risk and others risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its the above described objects.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The private limited Company will have the name YG IP S.à r.l.

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EUR) represented by FIVE HUNDRED (500) shares having a nominal value of TWENTY FIVE EURO (25.- EUR) per share.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

**Art. 7.** The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 14 of these articles of association.

**Art. 8.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 9.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10.** In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies.

**Art. 11.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners will not bring the Company to an end.

**Art. 12.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by partners owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their vote by telephone confirmed in writing. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers. Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

**Art. 13.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 14.** The single partner assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the law of August 10<sup>th</sup> 1915, as amended.

**Art. 15.** The Company's year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December each year.

**Art. 16.** Each year, with reference to December 31<sup>st</sup>, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

**Art. 18.** At the time of winding up the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the law of 10<sup>th</sup> August, 1915, as amended, for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

#### *Subscription and Payment*

All the 500 (five hundred) shares have been subscribed by YG S.à r.l., with registered office in L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, section B under Number 157986, and have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

#### *Transitory Provisions*

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31<sup>st</sup> 2011.

#### *Declaration of the affiant*

The affiant, through its proxyholder, declares that the funds employed for payment of the share capital do not result and that the object of the company will not trespass against the law of 12 November 2004 as amended, and certifies that the funds/assets/rights forming the capital of the company do not originate from any activities constituting an infraction under articles 506-1 of the Criminal Code or article 8-1 of the law of 19<sup>th</sup> February 1973 concerning the sale of medicinal substances and the fight against drug addiction (money laundering) or an act of terrorism as defined in article 135-5 of the Criminal Code (financing of terrorism).

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately 1,050.- EUR.

#### *Extraordinary General Meeting*

Immediately after the incorporation, the shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at two. The meeting appoints as manager of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Stephen LAWRENCE, companies director, born in London (GB), on January 11, 1961, residing at CH-1180 Rolle, 13, Grand-Rue,

- Mr Richard TROJAN, companies director, born in Prague (Czech Republic) on April 21, 1978, residing at professionally at 2, rue Jean Bertholet L-1233 Luxembourg,

2) The registered office is established in L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Hesperange, on the year and day above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mil onze, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- YG S.à r.l. avec siège social à L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le Number 157986,

représentée par ses deux gérants:

- Mr. Richard TROJAN, administrateur de sociétés, résidant professionnellement au 2, rue Jean Bertholet L-1233 Luxembourg,

- Mr. Stephen LAWRENCE, administrateur de sociétés, demeurant à CH-1180 Rolle, 13, Grand-Rue, ici représenté par Mr. Richard TROJAN, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 25 janvier 2011,

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant comme prémentionné, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont les statuts sont les suivants:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes par le comparant et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

**Art. 2.** La Société a pour objet l'acquisition, la gestion, le développement et la vente pour son propre compte, directement ou indirectement, de biens immobiliers de quelque nature ou origine que ce soit, situés au Luxembourg ou dans tout autre pays.

La Société a encore pour objet la fourniture de services de radiodiffusion, audiovisuels et autres médias.

L'objet social de la Société est également l'acquisition de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La Société pourra également acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

La Société pourra prendre toutes les mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérées ou non.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et incorporels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou celles de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra aussi gager, nantir, grever, transférer, grever tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet tel que décrit ci-dessus.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société à responsabilité limitée prend la dénomination de «YG IP S.à r.l.»

**Art. 5.** Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT CINQ EUROS (25,- EUR) chacune.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

**Art. 7.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 14 des présents statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 10.** Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 11.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un Conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du Conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du Conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au Conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de gérance. Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également voter par appel téléphonique, à confirmer par écrit. Le Conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de gérance. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.

**Art. 15.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

**Art. 16.** Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

**Art. 17.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

**Art. 18.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 19.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915.

#### *Souscription et Libération*

Les 500 (cinq cents) parts sociales ont toutes été souscrites par YG S.à r.l. avec siège social à L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le Number 157986, et ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

#### *Déclaration de la comparante*

La comparante, par son mandataire, déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, que les fonds/biens/droits ayant servi à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

#### *Evaluation des frais:*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement à 1.050,-EUR.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de deux. Sont nommés membres du conseil de gérance pour une durée indéterminée:

- Mr. Stephen LAWRENCE, administrateur de sociétés, né à Londres (GB), le 11 janvier 1961, demeurant à CH-1180 Rolle, 13, Grand-Rue,

- Mr Richard TROJAN, administrateur de sociétés, né à Prague (République Tchèque), le 21 avril 1978, résidant professionnellement au 2, rue Jean Bertholet L-1233 Luxembourg,

2. Le siège social de la société est établi L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.,

DONT ACTE, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le mandataire de la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire,

Signé: Trojan, Lawrence, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 février 2011. Relation: LAC/2011/5503. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 9 février 2011.

MARTINE DECKER.

Référence de publication: 2011022275/317.

(110025941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

**Taminco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 10.000.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 130.248.

In the year two thousand and ten, on the twenty-ninth day of December,  
Before Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

(1) Pearls Invest S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a corporate capital of EUR 72,782.-and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 127682 ("Pearls"),

hereby represented by Mrs Caroline Ronfort, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 28 December 2010;

(2) Alpinvest Partners Co-Investments 2007 C.V., a commanditaire vennootschap governed by the laws of The Netherlands, with its registered office at Jachthavenweg 118 (1081 KJ) Amsterdam, The Netherlands ("Alpinvest"),

hereby represented by Mrs Caroline Ronfort, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Amsterdam, on 23 December 2010;

(3) Stichting Management Taminco, a stichting-administratiekantoor governed by the laws of The Netherlands, with its registered office at Schiphol Boulevard 285, WTC Toren B, 1118BH Luchthaven Schiphol, The Netherlands ("Stichting Management"),

hereby represented by Mrs Caroline Ronfort, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Brussels, on 23 December 2010;

(4) Stichting Invest Benelux, a stichting-administratiekantoor governed by the laws of The Netherlands, with its registered office at Schiphol Boulevard 285, WTC Toren B, 1118BH Luchthaven Schiphol, The Netherlands ("Stichting Invest"),

hereby represented by Mrs Caroline Ronfort, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Brussels, on 23 December 2010;

the appearing persons being hereinafter collectively referred to as the "Shareholders".

The above mentioned proxies, signed by the proxyholder(s) of the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders have requested the undersigned notary to document the following:

I. The Shareholders collectively hold all the shares of Taminco International S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a corporate capital of ten million euro (EUR 10,000,000.-), with registered office at 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, on 12 July 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 12 September 2007, number 1964 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 130248 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been last amended following a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, on 29 December 2009, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Shareholders recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the below agenda, which is known to the Shareholders, and waived the convening formalities.

*Agenda*

1 To create new classes of shares, to be denominated class C shares, class D shares and class E shares, each share of each class having a par value of one euro cent (EUR 0.01), with the rights and privileges attached thereto following the proposed amendments of the articles of incorporation of the Company.

2 To convert (i) five hundred eighty-two million ninety-four thousand eight hundred (582,094,800) class B shares held by Pearls in the Company into one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class A shares, one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class C shares, one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class D shares and one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class E shares; (ii) fifty-four million five hundred forty-five thousand four hundred forty (54,545,440) class A shares held by Alpinvest in the Company into thirteen million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class B shares, thirteen million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class C shares, thirteen million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class D shares and thirteen

million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class E shares; (iii) one hundred fifty-six million six hundred fifty-nine thousand six hundred (156,659,600) class A shares held by Stichting Management in the Company into thirty-six million five hundred thirty-nine thousand nine hundred (36,539,900) class B shares, forty million thirty-nine thousand nine hundred (40,039,900) class C shares, forty million thirty-nine thousand nine hundred (40,039,900) class D shares and forty million thirty-nine thousand nine hundred (40,039,900) class E shares; and (iv) three million two hundred thousand one hundred sixty (3,200,160) class A shares held by Stichting Invest in the Company into eight hundred thousand fourty (800,040) class B shares, eight hundred thousand fourty (800,040) class C shares, eight hundred thousand fourty (800,040) class D shares and eight hundred thousand fourty (800,040) class E shares.

3 To confirm, as a result, that the corporate capital of the Company is set at ten million euro (EUR 10,000,000.-) represented by one billion (1,000,000,000) shares having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up, divided as follows:

- two hundred million (200,000,000) class A shares,
- two hundred million (200,000,000) class B shares,
- two hundred million (200,000,000) class C shares,
- two hundred million (200,000,000) class D shares, and
- two hundred million (200,000,000) class E shares.

4 To amend article 6.1.1 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above items.

5 To amend article 6.4 of the articles of incorporation of the Company.

6 To amend article 12.3 of the articles of incorporation of the Company.

7 To amend article 16 of the articles of incorporation of the Company.

8 Miscellaneous.

III. The Shareholders unanimously passed the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholders resolved to create new classes of shares, to be denominated class C shares, class D shares and class E shares, each share of each class having a par value of one euro cent (EUR 0.01), with the rights and privileges attached thereto following the proposed amendments of the articles of incorporation of the Company.

*Second resolution*

The Shareholders acknowledged that the current corporate capital of the Company is set at ten million euro (EUR 10,000,000.-) represented by one billion (1,000,000,000) shares having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up, divided as follows:

- two hundred sixty-eight million eight hundred eighty-one thousand five hundred (268,881,500) class A shares; and
- seven hundred thirty-one million one hundred eighteen thousand five hundred (731,118,500) class B shares.

The Shareholders further resolved to convert:

(i) five hundred eighty-two million ninety-four thousand eight hundred (582,094,800) class B shares held by Pearls in the Company into one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class A shares, one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class C shares, one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class D shares and one hundred forty-five million five hundred twenty-three thousand seven hundred (145,523,700) class E shares;

(ii) fifty-four million five hundred forty-five thousand four hundred forty (54,545,440) class A shares held by Alpinvest in the Company into thirteen million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class B shares, thirteen million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class C shares, thirteen million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class D shares and thirteen million six hundred thirty-six thousand three hundred sixty (13,636,360) class E shares;

(iii) one hundred fifty-six million six hundred fifty-nine thousand six hundred (156,659,600) class A shares held by Stichting Management in the Company into thirty-six million five hundred thirty-nine thousand nine hundred (36,539,900) class B shares, forty million thirty-nine thousand nine hundred (40,039,900) class C shares, forty million thirty-nine thousand nine hundred (40,039,900) class D shares and forty million thirty-nine thousand nine hundred (40,039,900) class E shares; and

(iv) three million two hundred thousand one hundred sixty (3,200,160) class A shares held by Stichting Invest in the Company into eight hundred thousand fourty (800,040) class B shares, eight hundred thousand fourty (800,040) class C shares, eight hundred thousand fourty (800,040) class D shares and eight hundred thousand fourty (800,040) class E shares.

*Third resolution*

The Shareholders resolved to confirm, as a result, that the corporate capital of the Company is set at ten million euro (EUR 10,000,000.-) represented by one billion (1,000,000,000) shares having a par value of euro one cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up, divided as follows:

- two hundred million (200,000,000) class A shares,
- two hundred million (200,000,000) class B shares,
- two hundred million (200,000,000) class C shares,
- two hundred million (200,000,000) class D shares, and
- two hundred million (200,000,000) class E shares.

*Fourth resolution*

The Shareholders resolved to amend article 6.1.1 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions so that it shall henceforth read as follows:

" **6.1.1.** The Company's corporate capital is fixed at ten million euro (EUR 10,000,000.-) represented by one billion (1,000,000,000) shares (parts sociales) having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each (the "Par Value"), all fully subscribed and entirely paid up, divided as follows:

- two hundred million (200,000,000) class A shares,
- two hundred million (200,000,000) class B shares,
- two hundred million (200,000,000) class C shares,
- two hundred million (200,000,000) class D shares, and
- two hundred million (200,000,000) class E shares.

*Fifth resolution*

The Shareholders resolved to amend article 6.4 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

" **6.4. Repurchase of shares.**

6.4.1 The Company may repurchase its shares under due observance of the provisions of the Law and the Articles.

6.4.2 Furthermore, subject to compliance with Luxembourg law, the Sole Director, or in case of plurality of directors, the Board of Directors shall be entitled, and the holders of the last class of shares based on alphabetical order which is still in issue at a given moment (the "Last Class of Shares") shall be entitled to require the Sole Director or the Board of Directors, to repurchase the entire Last Class of Shares at any time by serving notice to the holders of the Last Class of Shares or to the Sole Director or the Board of Directors (conseil de gérance), as the case may be, specifying the number of relevant Last Class of Shares to be repurchased and the date on which the repurchase is to take place.

6.4.3 Each Last Class of Share repurchased in accordance with this article 6.4 shall entitle its holder to a pro rata portion of the Company's distributable profits under the Law plus the Par Value of said Last Class of Shares to be repurchased (the "Repurchase Price").

6.4.4 The repurchase of the Last Class of Shares may not have the effect of reducing the net assets of the Company below the aggregate of the subscribed share capital and the reserves that may not be distributed under the Law and the Articles. Therefore, the repurchase can only be made by using sums made out of profit, or a fresh issue of shares or from sums created out of available reserves such as the share premium reserve.

6.4.5 The Sole Director, or in case of plurality of directors, the Board of Directors shall take all appropriate measures, including but not limited to convening a general meeting in view of decreasing the share capital by cancelling the repurchased Last Class of Shares."

*Sixth resolution*

The Shareholders resolved to amend article 12.3 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

" **12.3. Dividends.**

12.3.1 To the extent that the holders of shares declare a dividend in any financial year any distributable profits shall be allocated in the following priority:

(i) first and exclusively but on a non cumulative basis to the holders of the classes of shares still in issue, other than the Last Class of Shares ("First Classes of Shares") an amount up to zero point five per cent (0.5%) of the Par Value of the First Classes of Shares for the full accounting year payable pro rata temporis (the "Preferential Dividend"); then

(ii) provided that all the shareholders hold at least one (1) share in the Last Class of Shares, any distributable profits under the Law after deduction of the Preferential Dividend (the "Statutory Distributable Profit") shall be allocated to the holders of the Last Class of Shares. In the event that not all the shareholders hold at least one (1) in the Last Class of Shares upon a declaration of a dividend, any Statutory Distributable Profit shall be allocated pro rata to the to the holders of all the shares without regard to the class they belong.

12.3.2 Interim dividends or any other distribution decided by the sole director, the board of directors or the shareholders shall be made in compliance with any applicable legal provision and allocated between the shareholders in accordance with Article 12.3.1."

*Seventh resolution*

The Shareholders resolved to amend article 16 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

**" Art. 16. Definitions.**

"Affiliated Company" means (a) as to any legal person, any other legal person that, directly or indirectly, controls, is controlled by, or is under common control with, such legal person and (b), as to any individual, any legal person that is directly or indirectly controlled by such individual. For the purposes of this definition, "control" for these purposes means the possession of the power to appoint a majority of the directors or to exercise a decisive influence on the management or policies of a company, whether through the ownership of voting shares, by contract or otherwise.

"AlpInvest" means AlpInvest Partners Co-Investments 2007 C.V., a limited partnership ("commanditaire vennootschap") formed under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its office address at Jachthavenweg 118 (1081 KJ) Amsterdam, the Netherlands.

"Articles" has the meaning ascribed to it in article 1.

"Board of Directors" has the meaning ascribed to it in paragraph 7.1.1.

"Business Days" means any day from Monday to Friday, excluding banking holidays in Luxembourg.

"Company" has the meaning ascribed to it in articles 1.

"Exercise Notice" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2 (c).

"First Class of Shares" has the meaning ascribed to it in paragraph 12.3.1 (i).

"IPO" means the admission to trading of all or part of the Company's shares (following all relevant shareholders' resolutions having been approved) or the ordinary shares of Taminco, to an official stock exchange or regulated market.

"Last Class of Shares" has the meaning ascribed to it in paragraph 6.4.2.

"Law" has the meaning ascribed to it in article 1.

"Letter of Adherence" means a letter of adherence to the relevant agreement relating to the transfer of shares to which the Company is a party.

"Management Options" means any call options on the Company's shares that may be granted from time to time by shareholders of the Company to managers of the Company.

"Offering Securities" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2 (a).

"Offering Shareholder" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2 (a).

"Par Value" has the meaning ascribed to it in paragraph 6.1.1.

"Pearls" means Pearls Invest S.à r.l., a limited liability company organised and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, Avenue Monterey, L2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a corporate capital of EUR 72,782.-, and registered in the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 127 682.

"Preferential Dividend" has the meaning ascribed to it in paragraph 12.3.1 (i).

"Requested Price" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2 (b).

"Requested Terms" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2 (b).

"Right of First Refusal" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2.

"Sole Director" has the meaning ascribed to it in paragraph 7.1.1.

"STAK Invest Benelux" means Stichting Invest Benelux, a stichting-administratiekantoor organised and existing under the laws of The Netherlands, having its seat at Schiphol Boulevard 285, Toren B 6e, 1118BH Luchthaven Schiphol.

"Statutory Distributable Profit" has the meaning ascribed to it in paragraph 12.3.1 (ii).

"Stichting Management" means Stichting Management Taminco, a stichting-administratiekantoor organised and existing under the laws of The Netherlands, having its seat at Schiphol Boulevard 285, WTC Toren B, 1118BH Luchthaven Schiphol.

"Taminco" means Taminco NV, a limited liability company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at Pantserschipstraat 207, 9000 Gent (Belgium), registered with the Crossroads Bank for Enterprises in Belgium under number 859 910 443.

"Transfer Notice" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2 (a).

"Transferee" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.5.2 (b).

"Unrestrictive Transfers" has the meaning ascribed to in paragraph 6.6.6.1."

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 2,000.-.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing persons, who is known by the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with us, notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le vingt-neuf décembre,

Pardevant Nous, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

(1) Pearls Invest, S.à.r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 72.782,- et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127.682 («Pearls»),

représentée aux fins des présentes par Mme Caroline Ronfort, employée résidant à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 28 décembre 2010;

(2) Alpinvest Partners Co-Investments 2007 C.V., une commanditaire vennootschap régie par le droit néerlandais, ayant son siège social à Jachthavenweg 118 (1081 KJ) Amsterdam, Pays-Bas («Alpinvest»),

représentée aux fins des présentes par Mme Caroline Ronfort, employée, résidant à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Amsterdam, le 23 décembre 2010;

(3) Stichting Management Taminco, une stichting-administratiekantoor régie par le droit néerlandais, ayant son siège social à Schiphol Boulevard 285, WTC Toren B, 1118BH Luchthaven Schiphol, Pays-Bas («Stichting Management»);

représentée aux fins des présentes par Mme Caroline Ronfort, employée, résidant à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Bruxelles, le 23 décembre 2010,

(4) Stichting Invest Benelux, une stichting-administratiekantoor régie par le droit néerlandais, ayant son siège social à Schiphol Boulevard 285, WTC Toren B, 1118BH Luchthaven Schiphol, Pays-Bas («Stichting Invest»),

représentée aux fins des présentes par Mme Caroline Ronfort, employée résidant à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Bruxelles, le 23 décembre 2010;

les comparants étant ci-après collectivement dénommés les «Associés».

Les procurations susmentionnées resteront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter comme suit:

I. Les Associés détiennent collectivement toutes les parts sociales de Taminco International S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de dix millions d'euros (EUR 10.000.000), ayant son siège social au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée par un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, le 12 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 12 septembre 2007, numéro 1964 et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130248 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, le 29 décembre 2009, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Les Associés reconnaissent être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour ci-dessous, lequel est connu des Associés, et renoncent aux formalités de convocation.

#### *Ordre du jour*

1 Création de nouvelles catégories de parts sociales dénommées parts sociales de catégorie C, parts sociales de catégorie D et parts sociales de catégorie E, chaque part sociale de chaque catégorie ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01), ayant les droits et privilèges qui y sont attachés à la suite des modifications des statuts de la Société.

2 Conversion (i) de cinq cent quatre-vingt-deux millions quatre-vingt-quatorze mille huit cents (582.094.800) parts sociales de catégorie B détenues par Pearls dans la Société en cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie A, cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie C, cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie D, cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie E; (ii) de cinquante-quatre millions cinq cent quarante-cinq mille quatre cent quarante (54.545.440) parts sociales de catégorie A détenues par Alpinvest dans la Société en treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie B, treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie C, treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie D, treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie E; (iii) de cent cinquante-six millions six cent cinquante-neuf mille six cents (156.659.600) parts sociales de catégorie A détenues par

Stichting Management dans la Société en trente-six millions cinq cent trente-neuf mille neuf cents (36.539.900) parts sociales de catégorie B, quarante millions trente-neuf mille neuf cents (40.039.900) parts sociales de catégorie C, quarante millions trente-neuf mille neuf cents (40.039.900) parts sociales de catégorie D, quarante millions trente-neuf mille neuf cents (40.039.900) parts sociales de catégorie E; et (iv) de trois millions deux cent mille cent soixante (3.200.160) parts sociales de catégorie A détenues par Stichting Invest dans la Société en huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie B, huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie C, huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie D, huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie E.

3 Confirmation, en conséquence, de ce que le capital social de la Société est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) représenté par un milliard (1.000.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, et réparties de la manière suivante:

- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie A;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie B;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie C;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie D; et
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie E.

4 Modification de l'article 6.1.1 des statuts de la Société afin de refléter les points ci-dessus.

5 Modification de l'article 6.4 des statuts de la Société.

6 Modification de l'article 12.3 des statuts de la Société.

7 Modification de l'article 16 des statuts de la Société.

8 Divers.

III. Les Associés ont adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les Associés ont décidé de créer de nouvelles catégories de parts sociales dénommées parts sociales de catégorie C, parts sociales de catégorie D et parts sociales de catégorie E, chaque part sociale de chaque catégorie ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01), ayant les droits et privilèges qui y sont attachés à la suite des modifications des statuts de la Société.

*Deuxième résolution*

Les Associés ont constaté que le capital social actuel de la Société est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) représenté par un milliard (1.000.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, et réparties de la manière suivante:

- deux cent soixante-huit millions huit cent quatre-vingt-un mille cinq cents (268.881.500) parts sociales de catégorie A, et
- sept cent trente-et-un millions cent dix-huit mille cinq cents (731.118.500) parts sociales de catégorie B.

Les Associés ont ensuite décidé de convertir:

(i) cinq cent quatre-vingt-deux millions quatre-vingt-quatorze mille huit cents (582.094.800) parts sociales de catégorie B détenues par Pearls dans la Société en cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie A, cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie C, cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie D, cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-trois mille sept cents (145.523.700) parts sociales de catégorie E;

(ii) cinquante-quatre millions cinq cent quarante-cinq mille quatre cent quarante (54.545.440) parts sociales de catégorie A détenues par Alpinvest dans la Société en treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie B, treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie C, treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie D, treize millions six cent trente-six mille trois cent soixante (13.636.360) parts sociales de catégorie E;

(iii) cent cinquante-six millions six cent cinquante-neuf mille six cents (156.659.600) parts sociales de catégorie A détenues par Stichting Management dans la Société en trente-six millions cinq cent trente-neuf mille neuf cents (36.539.900) parts sociales de catégorie B, quarante millions trente-neuf mille neuf cents (40.039.900) parts sociales de catégorie C, quarante millions trente-neuf mille neuf cents (40.039.900) parts sociales de catégorie D, quarante millions trente-neuf mille neuf cents (40.039.900) parts sociales de catégorie E; et

(iv) trois millions deux cent mille cent soixante (3.200.160) parts sociales de catégorie A détenues par Stichting Invest dans la Société en huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie B, huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie C, huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie D, huit cent mille quarante (800.040) parts sociales de catégorie E.

### Troisième résolution

Les Associés ont décidé de confirmer que le capital social de la Société est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) représenté par un milliard (1.000.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, et réparties de la manière suivante:

- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie A;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie B;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie C;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie D; et
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie E.

### Quatrième résolution

Les Associés ont décidé de modifier l'article 6.1.1 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions précédentes et est dorénavant rédigé comme suit:

« **6.1.1.** Le capital social est fixé dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) représenté par un milliard (1.000.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune (la «Valeur Nominale»), toutes entièrement souscrites et libérées, et réparties de la manière suivante:

- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie A;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie B;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie C;
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie D; et
- deux cent millions (200.000.000) de parts sociales de catégorie E.

### Cinquième résolution

Les Associés ont décidé de modifier l'article 6.4 des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

#### « 6.4. Rachat des parts sociales.

6.4.1 La Société pourra racheter ses parts sociales sous condition d'observer les dispositions de la Loi et des Statuts.

6.4.2 En outre, sous condition d'observer les dispositions légales luxembourgeoises, le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance aura droit, et les titulaires de la dernière catégorie de parts sociales basée sur l'ordre alphabétique alors en circulation (les «Parts Sociales de Dernière Catégorie») auront droit, de forcer le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de racheter entièrement les Parts Sociales de Dernière Catégorie à tout moment par notification des titulaires des Parts Sociales de Dernière Catégorie ou le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance le cas échéant, en précisant le nombre de Parts Sociales de Dernière Catégorie à racheter et la date à laquelle le rachat aura lieu.

6.4.3 Chaque Part Sociale de Dernière Catégorie rachetée selon les dispositions de cet article 6.4 donnera à son titulaire le droit à une part pro rata des bénéfices distribuables de la Société en vertu de la Loi augmenté de la Valeur Nominale de ladite Part Sociale de Dernière Catégorie à racheter (le «Prix de Rachat»).

6.4.4 Le rachat des Parts Sociales de Dernière Catégorie ne pourra avoir pour effet de réduire l'actif net de la Société en dessous de la valeur totale du capital social souscrit et des réserves qui ne peuvent être distribuées selon la Loi et les Statuts. Ainsi, le rachat ne pourra être effectué qu'en utilisant des montants provenant des bénéfices, ou d'une nouvelle émission de parts sociales, ou des montants créés aux réserves disponibles telles que le compte de prime d'émission de parts sociales.

6.4.5 Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance prendra les mesures nécessaires, y compris, mais non exclusivement, la convocation d'une assemblée générale en vue de réduire le capital social par l'annulation des Parts Sociales de Dernière Catégorie rachetées.»

### Sixième résolution

Les Associés ont décidé de modifier l'article 12.3 des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

#### « 12.3. Dividendes.

12.3.1 Dans la mesure où les détenteurs de parts sociales déclarent un dividende au cours de l'exercice social, les bénéfices distribuables doivent être distribués dans l'ordre suivant:

(i) en priorité et exclusivement mais de manière non-cumulative aux détenteurs des catégories de parts sociales encore en circulation autres que les Parts Sociales de Dernière Catégorie (les «Parts Sociales de Premières Catégories») jusqu'à un montant qui représente zéro virgule cinq pour cent (0.5%) de la Valeur Nominale des Parts Sociales de Premières Catégories pour l'année comptable au pro rata temporis (le «Dividende Préférentiel»); ensuite

(ii) à condition que tous les associés détiennent au moins une (1) Part Sociale de Dernière Catégorie, les bénéfices distribuables en vertu de la Loi après déduction du Dividende Préférentiel (les «Bénéfices Statutaires Distribuables») seront distribués aux détenteurs de Parts Sociales de Dernière Catégorie. Au cas où tous les associés ne détiennent pas

au moins une (1) Part Sociale de Dernière Catégorie suite à une déclaration d'un dividende, les Bénéfices Statutaires Distribuables seront distribués proportionnellement aux détenteurs de toutes les parts sociales sans considération de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

12.3.2 Les dividendes intérimaires ou toute autre distribution décidés par le gérant unique, le conseil de gérance ou par les associés seront effectués conformément aux dispositions légales applicables et alloués entre les associés selon les dispositions de l'article 12.3.1.»

#### *Septième résolution*

Les Associés ont décidé de modifier l'article 16 des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

#### **« Art. 16. Définitions.**

«AlpInvest» signifie AlpInvest Partners Co-Investments 2007 C.V., une société en commandite («commanditaire vennootschap») constituée en vertu du droit hollandais, ayant son siège officiel à Amsterdam, Pays-Bas, et son siège social à Jachthavenweg 118 (1081 KJ) Amsterdam, Pays-Bas.

«Associé Offrant» a la signification qui est donnée au paragraphe 6.6.5.2 (a).

«Bénéfices Statutaires Distribuables» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 12.3.1 (ii).

«Cessionnaire» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.5.2 (b).

«Conditions Demandées» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.5.2 (b).

«Conseil de Gérance» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 7.1.1.

«Dividende Préférentiel» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 12.3.1 (i).

«Droit d'Option des Gérants» signifie toute option d'achat sur les parts sociales de la Société qui peuvent être alloués à tout moment par les associés de la Société aux directeurs de la Société.

«Droit de Prémption» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.5.2.

«Gérant Unique» a la signification qui est donnée au paragraphe 7.1.1.

«Introduction en Bourse» signifie l'admission à la cote de tout ou partie des parts sociales de la Société (suivant approbation des résolutions des associés s'y rapportant) ou toutes les parts sociales ordinaires de Taminco, à une bourse officielle ou un marché réglementé.

«Jour Ouvrable» signifie chaque jour du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés légaux au Luxembourg.

«Lettre d'Adhésion» signifie une lettre d'adhésion aux contrats se rapportant aux transferts de parts sociales auxquelles la Société est partie.

«Loi» a la signification qui lui est donnée à l'article 1.

«Notification d'Exercice» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.5.2 (c).

«Notification de Transfert» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.5.2 (a).

«Parts Sociales de Dernière Catégorie» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.4.2.

«Parts Sociales de Premières Catégories» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 12.3.1 (i).

«Pearls» signifie Pearls Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 72.782,-et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-127.682.

«Prix Demandé» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.5.2 (b).

«Société» a la signification qui lui est donnée à l'article 1.

«Société Affiliée» signifie (a) en ce qui concerne toute personne morale, toute autre personne morale qui, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlé par ou est sous contrôle commun avec cette personne morale et (b) pour tout individu, toute personne morale qui est directement ou indirectement contrôlée par un tel individu. Au sens de cette définition, «contrôle» signifie à cette fin le droit de pouvoir nommer la majorité des gérants ou d'exercer une influence décisive sur la direction et la politique d'une Société, que ce soit par la détention d'actions conférant un droit de vote, de manière contractuelle ou autre.

«Stak Invest Benelux» signifie Stichting Invest Benelux, une stichtingadministratiekantoor de droit hollandais, ayant son siège social à Schiphol Boulevard 285, Toren B 6e, 1118BH Luchthaven Schiphol.

«Statuts» a la signification qui lui est donnée à l'article 1.

«Stichting Management» signifie Stichting Management Taminco, une stichtingadministratiekantoor de droit hollandais, ayant son siège social à Schiphol Boulevard 285, Toren B 6<sup>e</sup>, 1118BH Luchthaven Schiphol.

«Taminco» signifie Taminco NV, une société de droit belge, ayant son siège social au Pantserschipstraat 207, 9000 Gent (Belgique), inscrite à la banque-carrefour des entreprises et des guichets d'entreprises de Belgique sous le numéro 859 910 443.

«Transfert Non Soumis à Restrictions Particulières» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.6.1.

«Titres Proposés» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.6.5.2 (a).

«Valeur Nominale» a la signification qui lui est donnée au paragraphe 6.1.1.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à EUR 2.000,-.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. RONFORT, J. DELVAUX.

Enregistrée à Luxembourg, actes civils le 4 janvier 2011, LAC/2011/503: Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75.-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 30 janvier 2011.

Référence de publication: 2011021316/451.

(110024948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

---

**IAB Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 138.093.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour IAB Holding S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011040384/12.

(110045507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Imperial Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 115.533.

---

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un administrateur*

Référence de publication: 2011040385/11.

(110045193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Alutashop.com S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 125.333.

---

L'an deux mille dix, le septième jour de février.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Guy Fonck, pilote, né le 21 juin 1968 à Luxembourg, demeurant au 30 Am Happgaard, L-5239 Sandweiler;
- 2) Monsieur Luc Gaul, employé, né le 25 juillet 1964 à Luxembourg demeurant au 25A rue de la Gare, L - 4924 Hautcharage;
- 3) Monsieur Patrick Konsbrück, indépendant, né le 6 janvier 1961 à Grevenmacher, demeurant au 8 rue Espen, L-5958 Itzig; et

4) Madame Annette Becker, employée, née le 4 février 1968 à Luxembourg, demeurant au 8 rue Espen, L-5958 Itzig, ici représentée par Monsieur Patrick Konsbrück, précité en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesdits comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- qu'une convention a été conclue sous seing privé entre les comparants sub 1,2, 3 et 4 en date du 15 décembre 2010 portant sur 1.240 parts sociales de la Société ALUTASHOP.COM S. à r.l., ayant son siège social établi au ZI Rolach, Halle 2, L-5280 Sandweiler, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 125333, constituée par acte du notaire instrumentant le 7 mars 2007, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 19 mai 2007 numéro 922 (la «Société») et dont les statuts ont été modifiés en date du 9 février 2010 par acte du notaire instrumentant publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 768 du 13 avril 2010 suite auquel le capital social de la Société avait été porté à trente et un mille Euros (EUR 31.000) représenté par deux mille quatre cent quatre-vingts (2.480) parts sociales de douze Euros cinquante Cents (12,50 EUR) chacune;

- que suivant ladite convention seing privé datée du 15 décembre 2010:

(i) Monsieur Patrick Konsbrück, précité a cédé les 620 parts sociales de la Société lui appartenant comme suit:

- 496 (quatre cent quatre-vingt-seize) parts sociales à Monsieur Guy Fonck, prénommé, au prix convenu entre parties, ce dont quittance et hors la comptabilité du notaire; et

- 124 (cent vingt-quatre) parts sociales à Monsieur Luc Gaul, prénommé, au prix convenu entre parties, ce dont quittance et hors la comptabilité du notaire.

- (ii) Madame Annette Becker, précitée a cédé les 620 (six cent vingt) parts sociales de la Société lui appartenant à Monsieur Luc Gaul au prix convenu entre parties, ce dont quittance et hors la comptabilité du notaire.

Copie de la convention restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Est alors intervenu Monsieur Guy Fonck, précité, en sa qualité de gérant unique de la Société qui a déclaré accepter lesdites cessions de parts au nom de la Société, conformément à l'article 1690 du code civil.

Ensuite, les comparants sub 1 et 2 représentant l'intégralité du capital social ont prié le notaire instrumentaire de documenter la résolution suivante:

#### *Résolution unique*

Que suite aux cessions intervenues telles que constatées ci-dessus, les deux mille quatre cent quatre-vingts (2.480) parts sociales sont donc réparties comme suit:

- Monsieur Guy Fonck, précité . . . . .	1.736 parts sociales
- Monsieur Luc Gaul, précité . . . . .	744 parts sociales

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de neuf cents euros (900.- EUR).

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, les comparants ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Guy Fonck, Luc Gaul, Patrick Konsbrück, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 09 février 2011. LAC / 2011 / 6699. Reçu 12.-

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011024002/57.

(110029105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

#### **IMS Schmiedeprodukte A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1464 Luxembourg, 9, rue Friederich Wilhelm Engelhardt.

R.C.S. Luxembourg B 124.093.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040387/10.

(110045466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Efir S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 24.012.600,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 109.859.

—  
*Extrait des résolutions prises par les associés en date du 18 mars 2011*

En date du 18 mars 2011, les associés de la Société ont décidé à l'unanimité d'accepter la démission de Monsieur Eugenio AGRATI de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 15 février 2011.

Les associés de la société ont décidé à l'unanimité de nommer Monsieur Paolo INGRASSIA, demeurant à 21 Bastioni di Porta Nuova, I-20100 Milan (Italy), en qualité de gérant de la Société avec effet au 18 mars 2011.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé par les personnes suivantes

- AEW Europe Sàrl
- Mr. Ronan BODERE
- Mr. Paolo INGRASSIA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ainsi fait à Luxembourg, le 18 mars 2011.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011042941/21.

(110047623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

---

**Infigen Energy Finance (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 118.826.

—  
Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011040388/10.

(110045332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**C8 Bazar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 136.627.

—  
**DISSOLUTION**

L'an deux mille dix, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

A COMPARU:

COLONY VIII BAZAR INVESTOR, L.L.C., une Limited Liability Company constituée sous les lois de l'Etat du Delaware, enregistré auprès de "Delaware Division of Corporations" sous le numéro 45 019 39 dont le siège social est 2711 Centerville Road, Suite 400, DE-19808 Wilmington, Delaware, USA et dont le principal établissement est situé 2450 Broadway, 6<sup>th</sup> Floor, CA-90404 Santa Monica, California, USA, (ci-après «l'Associé Unique»).

Représentée aux présentes par Madame Rachel Uhl, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée délivrée par le mandant en date du 23 décembre 2010, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

L'Associé Unique dûment représenté par Madame Rachel Uhl comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter:

1. Que la société à responsabilité limitée «C8 Bazar S.à r.l.» ayant son siège social au 2-4, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.627, a été constituée selon acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire soussigné, le 13 février

2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations sous le numéro 749 en date du 27 MARS 2008 (ci-après désigné «la Société»),

2. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à EUR 12.600 (douze mille six cent Euros) représenté par 126 (cent vingt-six) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune, entièrement libéré,

3. Que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et approuve les comptes intermédiaires établis à la date du présent acte (29 décembre 2010),

4. Que l'Associé Unique détient la totalité des parts sociales de la Société et qu'en cette qualité il déclare expressément procéder à la dissolution et à la liquidation de la Société,

5. Que l'Associé Unique, en tant que liquidateur, déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers de la Société dissoute et que la liquidation de la Société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

6. Que le registre des associés sera annulé en conséquence de la dissolution de la Société,

7. Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société dissoute pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

8. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq (5) ans au siège de Colony Luxembourg S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social, 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le N° B 88.540.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève à environ deux mille Euros.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est établi en langue française suivi d'une version anglaise et qu'en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire ci-dessus désigné a signé avec nous, notaire, la présente minute.

#### **Suit la traduction anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand ten, on the twenty-ninth day of December.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, a Luxembourg notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,

#### **THERE APPEARED:**

COLONY VIII BAZAR INVESTOR, L.L.C., a Limited Liability Company incorporated under the Laws of the State of Delaware, registered with the Delaware Division of Corporations under number 45 019 39 whose registered office is at 2711 Centerville Road, Suite 400, DE-19808 Wilmington, Delaware, USA and principal place of business is at 2450 Broadway, 6<sup>th</sup> Floor, CA-90404 Santa Monica, California, USA, (Hereafter the «Sole Shareholder»).

Herewith represented by Mrs Rachel Uhl, jurist, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on private seal on December 23, 2010, which, after having been signed ne varietur by the appearing proxy holder and drawn up by the notary, will remain attached to the present deed in order to be formalized with it.

The Sole Shareholder duly represented by Mrs Rachel Uhl, as stated here above, declared and requested the notary to enact:

1. That the Company «C8 Bazar S.à r.l.», société à responsabilité limitée having its registered office at 2-4, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, registered with the Luxembourg companies register under number B 136.627, incorporated by a deed of Maitre Joseph Elvinger, notary public undersigned, on February 13, 2008, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations under number 749 dated 27 March 2008 (hereafter «the Company»);

2. That the share capital of the Company amounts currently to EUR 12.600 (twelve thousand six hundred Euros) represented by 126 (one hundred twenty-six) shares each with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euros), fully paid up;

3. That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the articles of association and of the financial condition of the Company and approves the interim financial accounts of the Company drawn up on the date of this deed (29 December 2010);

4. That the Sole Shareholder owns all the shares of the Company and, as such, declares to proceed with the dissolution and liquidation of the Company;

5. That the Sole Shareholder, as liquidator, declares that the known debts have been paid and furthermore takes over and assumes personally all assets, liabilities and financial commitments of the dissolved Company and that the liquidation of the Company is now completed without prejudice that it will assume personally all the Company's liabilities;

6. That the Company' shares register be cancelled as a result of the dissolution of the Company;

7. That a complete and full discharge is granted to the manager of the dissolved Company for the performance of its duties as manager of the Company until this day.

8. That all books and documents of the dissolved Company will be kept for five (5) years at the registered office of Colony Luxembourg S.à r.l., having its registered office at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 88.540.

#### Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in French, followed by an English version, and in case of divergences between the French and the English texts, the French version will take precedence over the English version.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60190. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 4 janvier 2011.

Référence de publication: 2011024603/101.

(110029495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2011.

---

#### **Inveskar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 35.809.

Les comptes annuels au 31 octobre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011040395/9.

(110045275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

#### **Junior Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.033.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2011040399/11.

(110044795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---